



**Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/AC.109/2041  
7 mars 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'ÉTUДИER LA SITUATION  
EN CE QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA  
DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE  
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

BERMUDES

Document de travail établi par le Secrétariat

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. GÉNÉRALITÉS . . . . .	1 - 3	3
II. ÉVOLUTION CONSTITUTIONNELLE ET POLITIQUE . . . . .	4 - 7	3
A. Généralités . . . . .	4 - 5	3
B. Partis politiques et élections . . . . .	6 - 7	3
III. ACTIVITÉS LIÉES À LA FERMETURE DES BASES MILITAIRES	8 - 9	4
IV. SITUATION ÉCONOMIQUE . . . . .	10 - 25	4
A. Généralités . . . . .	10 - 12	4
B. Finances publiques . . . . .	13	5
C. Secteur bancaire . . . . .	14 - 16	5
D. Transactions internationales . . . . .	17 - 20	5
E. Transports et communications . . . . .	21 - 22	6
F. Tourisme . . . . .	23 - 25	6

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
V. SITUATION SOCIALE . . . . .	26 - 32	6
A. Généralités . . . . .	26	6
B. Relations sociales . . . . .	27 - 28	7
C. Emploi . . . . .	29	7
D. Santé publique . . . . .	30	7
E. Criminalité et prévention de la criminalité . .	31 - 32	7
VI. SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT . . . . .	33 - 34	8
VII. STATUT POLITIQUE FUTUR . . . . .	35 - 41	8
A. Référendum sur l'indépendance . . . . .	35 - 37	8
B. Position du gouvernement du territoire . . . . .	38	9
C. Position de la Puissance administrante . . . . .	39 - 40	9
D. Mesures prises par l'Assemblée générale . . . . .	41	10

## BERMUDES<sup>1</sup>

### I. GÉNÉRALITÉS

1. Les Bermudes sont situées dans la partie ouest de l'océan Atlantique, à environ 917 kilomètres à l'est du cap Hatteras, au large de la côte de la Caroline du Nord (États-Unis d'Amérique).

2. Le territoire a une superficie totale de 53,35 kilomètres carrés et il consiste en un archipel de quelque 150 îles et îlots disséminés du nord-est au sud-ouest sur une zone volcanique sous-marine qui n'est plus en activité. La plupart des îles sont habitées. Leur altitude moyenne est de 30 mètres au-dessus du niveau de la mer, et le point culminant s'élève à 86 mètres. De manière générale, le terrain est vallonné, avec des plaines fertiles et quelques zones marécageuses. L'île principale a une longueur de 22,5 kilomètres et une largeur de 3,2 kilomètres. Sa superficie est d'environ 3 650 hectares, occupés essentiellement par une vallée fertile et peu profonde.

3. Selon les estimations les plus récentes, les Bermudes comptaient 63 000 habitants en 1995<sup>2</sup>.

### II. ÉVOLUTION CONSTITUTIONNELLE ET POLITIQUE

#### A. Généralités

4. La Constitution du territoire, promulguée en juin 1968 et modifiée en 1973, 1979 et 1989, contient des dispositions sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sur les pouvoirs et les obligations du Gouverneur, ainsi que sur la composition, les compétences et les règles de procédure du Parlement, du pouvoir exécutif, du pouvoir judiciaire et de la fonction publique.

5. Les pouvoirs sont exercés par un gouverneur, un vice-gouverneur, un cabinet et un parlement bicaméral composé d'un sénat et d'une chambre d'assemblée. Le Gouverneur, nommé par la Reine, est responsable de la défense, des affaires extérieures, de la sécurité intérieure et de la police. Il peut déléguer certaines de ses responsabilités dans ces domaines au gouvernement du territoire. Dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés, le Gouverneur est tenu de consulter le Conseil du Gouverneur, qu'il préside, et qui comprend en outre le Premier Ministre et deux ou trois ministres désignés par lui. Le Premier Ministre et son cabinet, tant qu'ils ont la confiance du Parlement, assument l'entière responsabilité des affaires publiques, sauf dans les domaines réservés au Gouverneur. Le Secrétariat du Cabinet, nommé par le Gouverneur sur recommandation du Premier Ministre, est à la tête de la fonction publique; il est aussi le Secrétaire du Conseil du Gouverneur.

#### B. Partis politiques et élections

6. Le territoire compte trois partis : le Parti uni des Bermudes (UBP), le Parti libéral national (NLP) et le Parti travailliste progressiste (PLP).

7. Les dernières élections générales se sont tenues le 5 octobre 1993. Le Parti uni des Bermudes a eu la majorité avec 22 sièges et le Parti travailliste progressiste a obtenu 18 sièges au Parlement du territoire<sup>3</sup>.

### III. ACTIVITÉS LIÉES À LA FERMETURE DES BASES MILITAIRES

8. Des renseignements sur les activités liées à la fermeture des bases militaires en 1993 et 1994 sont contenus dans les précédents documents de travail établis par le secrétariat (A/AC.109/1189, par. 31 à 35 et A/AC.109/2020, par. 10 et 11).

9. Selon des informations parues dans la presse<sup>4</sup>, en octobre 1995, M. Grant Gibbons, alors Ministre des finances des Bermudes, a annoncé la fermeture des bases ou installations militaires suivantes : la base navale américaine de St. David, l'annexe de la marine américaine et l'installation de Tudor Hill, toutes deux à South Hampton, et l'ancienne base canadienne de St. Daniel's Head. Il a précisé que la fermeture de ces bases entraînerait pour le territoire une perte annuelle en devises d'environ 50 millions de dollars des États-Unis. Le Ministre a ensuite présenté un plan pour l'utilisation à long terme des terres devant passer sous la juridiction du gouvernement territorial après les fermetures. Ce plan prévoit les projets d'équipement suivants : un centre médical, un port marchand, un centre de pêche industrielle, un parc technologique, un centre de recherche et de formation, un port de plaisance public et des installations de loisirs. Son exécution pourrait entraîner la création de 3 000 emplois aux Bermudes. Les projets susmentionnés seront gérés et financés par un organisme public, la Bermuda Development Corporation.

### IV. SITUATION ÉCONOMIQUE

#### A. Généralités

10. Les Bermudes n'ont pas de ressources naturelles, dans le sens classique du terme, qui puissent servir de base à une économie viable. Toutefois, elles ont tiré parti de leur site et de la beauté de leurs paysages pour développer une industrie touristique prospère qui demeure un élément important de l'économie du territoire. Les transactions internationales apportent aussi une contribution importante à l'économie du territoire, car elles font entrer des devises. Le territoire tire aussi des recettes des exportations, des transports maritimes, des investissements et d'autres biens et services.

11. Dans le territoire, les secteurs manufacturier et agricole, peu importants, apportent une contribution modeste à l'économie. Les industries manufacturières locales comprennent l'imprimerie, le traitement des produits de la pêche, la réparation des navires et la fabrication de peinture et de produits pharmaceutiques. Ces dernières années, le Gouvernement a essayé d'attirer des sociétés spécialisées dans les techniques de pointe, afin de développer l'informatique. L'agriculture est limitée en raison de la faible superficie agricole.

12. En 1995, le taux d'inflation a été de 2,4 %, contre 2,5 % en 1994<sup>5</sup>.

## B. Finances publiques

13. Pour l'exercice 1995/96, les recettes totales devraient atteindre 426,1 millions de dollars des Bermudes, soit 9,2 % de plus qu'en 1994/95. Les dépenses courantes devraient s'élever à 390,4 millions de dollars des Bermudes, soit une augmentation de 6,8 % par rapport à 1994/95. Toujours dans la même période, il est prévu que le Gouvernement emprunte 75 millions de dollars des Bermudes pour des projets d'équipement<sup>6</sup>.

## C. Secteur bancaire

14. Les banques étrangères n'ont pas le droit de s'établir aux Bermudes; les banques locales bénéficient par conséquent du quasi-monopole des transactions internationales lucratives qu'elles effectuent pour le compte de leurs clients extraterritoriaux.

15. La Bank of Bermuda et la Bank of Butterfield occupent la 684e et la 795e place, respectivement, dans le classement mondial des banques. Une troisième banque, la Bermuda Commercial Bank, fondée en 1969 et la seule banque appartenant à des Bermudiens d'origine africaine, a été acquise en 1993 par la First Curaçao International Bank, domiciliée aux Antilles néerlandaises<sup>7</sup>.

16. Selon la Puissance administrante, en septembre 1995, les avoirs des banques bermudiennes s'élevaient à 8 milliards 116 millions de dollars des Bermudes. Ils étaient composés de dépôts à vue (1 milliard 313 millions de dollars des Bermudes), de dépôts à terme (2 milliards 160 millions de dollars des Bermudes); d'investissements (2 milliards 925 millions de dollars des Bermudes); de prêts et d'avances (1 milliard 349 millions de dollars des Bermudes); de terrains et autres valeurs immobilières (141 millions de dollars des Bermudes) et d'autres avoirs (228 millions de dollars des Bermudes).

## D. Transactions internationales

17. Durant la période considérée, l'apport des sociétés internationales à l'économie bermudienne est restée un facteur important pour la santé de l'économie du territoire.

18. Selon la Puissance administrante, au 30 septembre 1995, 8 668 sociétés internationales étaient enregistrées aux Bermudes, dont 7 933 sociétés exemptées, 255 sociétés de personnes exemptées, 454 sociétés non résidentes et 26 compagnies d'assurance non résidentes. Entre janvier à septembre 1995, 230 sociétés étrangères se sont inscrites au registre du commerce.

19. Dans le secteur des assurances, les Bermudes se placent dans les premiers rangs mondiaux de par leur nombre de compagnies d'assurance captives, et elles sont un lieu d'implantation privilégié pour les sociétés spécialisées dans les contrats de réassurance des sociétés transnationales. La croissance de ce secteur est surtout imputable à la hausse des tarifs de la réassurance internationale en Europe et en Amérique du Nord ainsi qu'à la législation financière du territoire et à la non-imposition des bénéfices, des dividendes ou revenus<sup>8</sup>.

20. Le Directeur du Registre du commerce des Bermudes, qui est le principal régulateur du secteur de l'assurance aux Bermudes, a rappelé dans ses déclarations récentes que les normes et conditions d'entrée dans le secteur devaient rester élevées pour éliminer les sociétés peu recommandables qui s'efforçaient de s'implanter aux Bermudes. Il a également déclaré que son département augmentait ses effectifs et améliorerait ses installations pour faire face à la croissance du marché de l'assurance et de la réassurance<sup>9</sup>.

#### E. Transports et communications

21. Les documents de travail établis en 1994 et 1995 par le Secrétariat sur les Bermudes contiennent des renseignements de base sur les transports et les communications (voir A/AC.109/1189, par. 57 à 59 et A/AC.109/2020, par. 22 et 23).

22. Selon des informations diffusées dans la presse<sup>10</sup>, durant la période considérée, le gouvernement du territoire a affecté des fonds et recruté du personnel pour exploiter l'aéroport (entretien des pistes, contrôle du trafic aérien, prévisions météorologiques et missions de sauvetage) ainsi que pour assurer la sûreté des transports maritimes et effectuer des missions de sauvetage, toutes activités qui étaient assurées par la marine américaine avant son retrait (voir également par. 9 ci-dessus).

#### F. Tourisme

23. Durant la période considérée, le tourisme a gardé son importance pour l'économie du territoire, restant la principale source de devises.

24. Selon la Puissance administrante, 305 167 touristes ont séjourné aux Bermudes entre janvier et septembre 1995, auxquels s'ajoutent 145 857 passagers de croisière. Cela représente par rapport à 1994, pour la même période, une baisse de 12,7 % et de 14,2 % respectivement, qui est attribuée aux ouragans de l'été 1995. Toujours pendant la même période, les dépenses effectuées par les touristes sur le territoire ont également baissé, puisqu'elles se sont élevées à 398,4 millions de dollars des Bermudes contre 465,9 millions de dollars des Bermudes de janvier à septembre 1994.

25. Selon la Puissance administrante, l'industrie hôtelière reste un employeur important avec 4 210 emplois en juillet 1995.

### V. SITUATION SOCIALE

#### A. Généralités

26. Selon un rapport que les autorités du territoire ont fait paraître en septembre 1995<sup>11</sup>, au cours de la période à l'examen, 19 % environ des ménages vivaient dans la pauvreté et continuaient à recevoir une aide publique. Parmi eux, les jeunes et les ménages monoparentaux étaient les plus touchés. Les autorités ont poursuivi les programmes de recyclage professionnel à l'intention de certains Bermudiens. Ces programmes de formation, auxquels participent le Conseil de l'apprentissage et de la formation et le Bermuda College, sont associés à un programme de réaffectation des emplois dans le cadre duquel des

emplois détenus par des étrangers pourraient être attribués à des Bermudiens qualifiés.

#### B. Relations raciales

27. Le 28 octobre 1995, les autorités ont fait paraître un rapport intitulé Bermuda's Stride Towards the Twenty-first Century<sup>12</sup> (Les Bermudes s'acheminent vers le XXI<sup>e</sup> siècle), qui contient une analyse de la situation sociale aux Bermudes. Selon ce rapport, le racisme institutionnalisé n'a pas disparu, en dépit des politiques de "bermudianisation", et c'est dans les communautés comptant une proportion élevée de résidents d'origine africaine que les revenus et les taux de scolarisation et d'insertion sociale sont les plus faibles. En 1995, 84 % des chômeurs étaient des Bermudiens noirs et 20 % seulement de la main-d'oeuvre noire exerçaient des professions libérales ou occupaient des postes de responsabilité. Le rapport était particulièrement critique en ce qui concernait le racisme sur le lieu de travail et recommandait aux pouvoirs publics de prendre toutes les mesures voulues pour y mettre fin.

28. Comme suite à la parution de ce rapport, le Gouvernement a créé une commission de l'unité et de l'égalité raciale qui a expressément pour mission de résoudre les problèmes raciaux qui se posent aux Bermudes et, en particulier, de régler en priorité les problèmes de discrimination raciale et de s'attacher à lever tous les obstacles et entraves à l'égalité des chances<sup>12</sup>.

#### C. Emploi

29. Selon la Puissance administrante, en 1994, le nombre total des emplois s'établissait à 34 143 et se répartissait comme suit : agriculture, pêche et industries extractives, 519; industries manufacturières, 1 098; services publics, 516; bâtiment, 1 218; commerce de gros et commerce de détail, 4 813; hôtels, restaurants et clubs, 5 909; transports et stockage, 1 737; communications, 600; banques, assurances et immobilier, 3 049; services commerciaux, 2 022; administration publique et défense, 4 380; services éducatifs, sanitaires et communautaires, 603; services personnels et domestiques, 2 204; divers, 2 214.

#### D. Santé publique

30. Le Ministère de la santé et des services sociaux est chargé de toutes les questions touchant la santé publique. Les soins médicaux sont dispensés par des praticiens du secteur privé et par trois centres de soins publics. Les soins hospitaliers sont payants et tous les travailleurs sont tenus de contracter une assurance médicale. Une taxe hospitalière couvre le coût des soins dispensés aux moins de 16 ans; les personnes indigentes de plus de 65 ans acquittent 20 % du coût des prestations.

#### E. Criminalité et prévention de la criminalité

31. En septembre 1995, la police des Bermudes a fait paraître un rapport sur la criminalité et la prévention de la criminalité dans le territoire<sup>13</sup>. Selon ce rapport, en 1994, la criminalité a augmenté de 5,6 % par rapport à 1993 et il y a eu une hausse alarmante du nombre des meurtres, des agressions, des vols et

des cambriolages. Les statistiques pour 1994 étaient les suivantes : meurtres, 6; coups et blessures, 71; blessures, 293; agressions dirigées contre les forces de police, 12; et agressions sexuelles dirigées contre des femmes, 42. En 1994, le taux de détection des crimes a été de 38,54 %, contre 40,38 % en 1993<sup>13</sup>.

32. Selon le commissaire de police du territoire, le trafic et l'abus des drogues sont des facteurs de plus en plus importants de l'activité criminelle aux Bermudes et 80 % environ des délinquants voient dans le commerce de la drogue, la toxicomanie ou l'abus des drogues la cause principale de leur délinquance<sup>13</sup>. En 1994, la police a saisi 366 grammes d'héroïne, 2,5 kilogrammes de cocaïne, 408 grammes de cocaïne base, 361 kilogrammes de cannabis et 543 grammes de résine de cannabis et la Division des stupéfiants a saisi environ 400 000 dollars des Bermudes en espèces<sup>13</sup>.

#### VI. SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT

33. Selon certains articles de presse<sup>14</sup>, les Bermudes ont au moins 30 années de retard par rapport aux autres pays dans le domaine de l'enseignement technique. Un rapport récent sur l'enseignement aux Bermudes, établi par un expert pour le compte du Gouvernement en 1995, recommande que les autorités compétentes s'attachent sans retard à restructurer le système éducatif et, plus particulièrement, les programmes d'enseignement, les techniques et le milieu scolaire et l'administration scolaire.

34. Au cours de la période à l'examen, le Gouvernement des Bermudes a continué à élaborer une nouvelle loi sur l'enseignement qui vise à améliorer l'ensemble du système éducatif<sup>15</sup>.

#### VII. STATUT POLITIQUE FUTUR

##### A. Référendum sur l'indépendance

35. Le 24 mars 1995, le Parlement bermudien a adopté la loi référendaire sur l'indépendance par 20 voix contre 18, en dépit des fortes objections soulevées par le parti d'opposition, le PLP, et avec le plein appui de l'UBP<sup>15</sup>. Le 5 avril 1995, à l'issue de longs débats, le projet de loi a été adopté par le Sénat sans que les trois sénateurs du PLP se soient prononcés contre lui, alors que le PLP avait précédemment déclaré que tout en étant favorable à l'indépendance, il s'opposait à un référendum<sup>15</sup>. Le mode de scrutin exigeait que l'option gagnante – pour ou contre l'indépendance – rallie les suffrages de 40 % au moins des électeurs inscrits pour pouvoir être exécutée par le Gouvernement<sup>16</sup>. La majorité simple des électeurs déciderait donc de l'avenir du territoire et donnerait au référendum force exécutoire<sup>16</sup>.

36. Prévu pour le 15 août 1995, le référendum, qui a dû être reporté d'un jour à cause du cyclone tropical Félix, s'est tenu le 16 août 1995<sup>17</sup>. Selon la Puissance administrante, 58,8 % des électeurs inscrits y ont participé et ses résultats étaient les suivants : pour l'indépendance : 25,6 %; contre : 73,7 %; abstentions : 0,7 %.



37. À l'issue du référendum, M. John Swan, Premier Ministre des Bermudes, a démissionné et a été remplacé par M. David Saul, ancien Ministre des finances<sup>18</sup>.

B. Position du gouvernement du territoire

38. En septembre 1995, M. Saul a déclaré que "l'indépendance n'était plus d'actualité" et "qu'il n'en serait plus question pendant la session parlementaire en cours"<sup>19</sup>.

C. Position de la Puissance administrante

39. À la 82e séance plénière de la cinquantième session de l'Assemblée générale, tenue le 6 décembre 1995, le représentant du Royaume-Uni a déclaré ce qui suit (voir A/50/PV.82) :

"Autodétermination ne veut pas nécessairement dire indépendance; il y a d'autres options possibles. Le référendum qui s'est tenu récemment aux Bermudes le montre bien. Le peuple des Bermudes s'est prononcé contre l'indépendance et pour le maintien de ses liens avec le Royaume-Uni."

40. Le 11 octobre 1995, devant la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), le représentant du Royaume-Uni a déclaré ce qui suit (voir A/C.4/50/SR.6) :

"L'action menée par le Gouvernement britannique en matière de décolonisation est positive. Le Royaume-Uni continue de s'acquitter avec beaucoup de sérieux de l'obligation qui lui est faite par la Charte de développer l'autonomie dans ses territoires dépendants. Nous ne ménageons aucun effort pour communiquer des renseignements sur ces Territoires à la Quatrième Commission, conformément à l'article 73 e de la Charte.

Respectueux des obligations qui sont les nôtres en vertu de traités, nous demeurons fermement résolus à nous assurer, en coopération avec les gouvernements élus localement, que l'appareil constitutionnel des territoires dépendants reste conforme aux intérêts et aux vœux de leur population. Chacun de ces territoires tient des élections honnêtes et libres durant lesquelles toutes les parties ont la possibilité de faire toutes les propositions constitutionnelles qu'elles souhaitent. Il n'est donc pas nécessaire que la Quatrième Commission demande au Royaume-Uni, en sa qualité de Puissance administrante, de procéder à des études constitutionnelles ou de s'assurer, par voie de référendum, des vues de la population des territoires dépendants britanniques. Le Royaume-Uni est entièrement disposé à examiner toute proposition qui lui sera soumise par la population de ces territoires elle-même."

Le représentant du Royaume-Uni a également rappelé que son gouvernement estimait qu'il était totalement incorrect d'assimiler l'autodétermination à la seule indépendance car cela revenait à faire fi des autres options possibles.

D. Mesures prises par l'Assemblée générale

41. Le 6 décembre 1995, l'Assemblée générale a adopté, sans la mettre aux voix, la résolution 50/38 B, dont la section 3 concerne spécifiquement les Bermudes.

Notes

<sup>1</sup> Les informations figurant dans le présent document sont tirées de publications et de rapports transmis au Secrétaire général les 7 juillet 1995 et 22 janvier 1996 par le Gouvernement britannique conformément à l'Article 73 e de la Charte des Nations Unies.

<sup>2</sup> United Nations World Population Prospects, The 1994 Revision, E/95/XIII.16, p. 232.

<sup>3</sup> Caribbean Insight, octobre 1993; et The Royal Gazette (Hamilton), 6 octobre 1993.

<sup>4</sup> The Royal Gazette (Hamilton), 3 octobre 1995.

<sup>5</sup> Ibid., 3 janvier 1996.

<sup>6</sup> Ibid., 15 février 1995.

<sup>7</sup> Ibid., 29 août 1995.

<sup>8</sup> The Financial Times (Londres), 19 octobre 1993.

<sup>9</sup> The Royal Gazette (Hamilton), 6 novembre 1993.

<sup>10</sup> Ibid., 3 octobre 1995.

<sup>11</sup> Ibid., 23 septembre 1995.

<sup>12</sup> Ibid., 29 octobre 1995.

<sup>13</sup> Ibid., 28 septembre 1995.

<sup>14</sup> Ibid., 11 septembre 1995.

<sup>15</sup> Ibid., 24 mars 1995.

<sup>16</sup> Ibid., 6 avril 1995.

<sup>17</sup> Ibid., 29 août 1995.

<sup>18</sup> Ibid., 13 septembre 1995.

<sup>19</sup> Ibid., 30 septembre 1995.

-----